

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3700

[C — 2007/29095]

**25 MAI 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'entrée en vigueur de l'article 7, 7°, de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'entrée en vigueur de l'article 7, 7°, de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

## Notes

(1) *Session 2006-2007 :*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 389-1. — Rapport, n° 389-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 mai 2007.

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'entrée en vigueur de l'article 7, 7° de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction**

Vu les articles 128, § 1<sup>er</sup>, 130, § 1<sup>er</sup>, 135 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; notamment les articles 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6°, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, 6, § 3<sup>bis</sup>, 4°, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et 92<sup>bis</sup>, § 1, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55<sup>bis</sup>, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifiée par les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006, en particulier l'article 37, § 3;

Vu la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, en particulier les articles 7, 7° et 65, deuxième alinéa;

Vu les décrets de la Communauté flamande relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990, modifiés par les décrets des 21 décembre 1990, 19 décembre 1991, 25 juin 1992, 4 mai 1994, 15 juillet 1997 et 7 mai 2004;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, modifié par les décrets des 16 mars 1998, 6 avril 1998, 30 juin 1998, 5 mai 1999, 29 mars 2001, 31 mars 2004, 12 mai 2004 et 19 mai 2004;

Vu le décret de la Région wallonne du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 20 mars 1995 relatif à l'Aide à la jeunesse, modifié par les décrets du 4 mars 1996, 20 mai 1997, 23 octobre 2000, 3 février 2003 et du 1<sup>er</sup> mars 2004;

Considérant qu'une coopération est indispensable entre les différentes autorités compétentes pour l'organisation de l'entrée en vigueur de l'article 7, 7° de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, qui apporte plusieurs modifications à l'article 37, § 3 de la loi modifiée du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

Entre :

1. L'Etat' fédéral, représenté par son Gouvernement en la personne de Laurette ONKELINX, la Ministre de la Justice,

2. La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne de Yves LETERME, le Ministre-Président, et en la personne de Inge VERVOTTE, la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

3. La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de Marie ARENA, la Ministre-Présidente et en la personne de Catherine FONCK, la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

4. La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de Elio DI RUPO, le Ministre-Président, et en la personne de Christiane VIENNE, la Ministre de la Santé, de l'Action Sociale et de l'Egalité des chances,

5. La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne de Karl-Heinz LAMBERTZ, le Ministre-Président et en la personne de Bernd GENTGES, le Vice-Ministre-Président, le Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,

6. La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, en la personne de Charles PICQUE, le président du Collège réuni, en la personne de Pascal SMET, le membre du Collège réuni chargé de la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique et en la personne de Evelyne HUYTEBROECK, la membre du Collège réuni chargée de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieurs,

en fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'entrée en vigueur de l'article 7, 7<sup>o</sup>, a), b), c), e) et g) de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, ne nécessite pas d'accords supplémentaires entre l'Etat fédéral et les Communautés portant sur les modalités de financement.

Art. 2. Avant de permettre l'entrée en vigueur de l'article 7, 7<sup>o</sup>, d) et f) de la même loi, un accord de coopération sera conclu entre les parties signataires comportant notamment un règlement de financement de ces dispositions par l'Etat fédéral.

Art. 3. Le présent accord de coopération est publié intégralement au *Moniteur belge* dans les trois langues nationales.

Le présent accord de coopération produit ses effets le même jour que l'article 7, 7<sup>o</sup>, a), b), c), e) et g) de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 2006, en 6 exemplaires originaux en français et en néerlandais. Une traduction en allemand du présent accord est réalisée.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,  
Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
Mme I. VERVOTTE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Pour la Région wallonne;

Le Ministre-président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme C. VIENNE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi,  
des Affaires sociales et du Tourisme,  
B. GENTGES

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,  
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes  
et la Fonction publique,  
P. SMET

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes,  
les Finances, le Budget et les Relations extérieurs,  
Mme E. HUYTEBROECK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3700

[C — 2007/29095]

**25 MEI 2007. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de inwerkingtreding van artikel 7, 7° van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de inwerkingtreding van artikel 7, 7° van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2007.

De Minister-Presidente,

belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 389-1. — Verslag, nr. 389-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 22 mei 2007.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de inwerkingtreding van artikel 7, 7° van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd**

Gelet op de artikelen 128, § 1, 130, § 1, 135 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 6°, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, artikel 6, § 3 bis, 4°, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 55bis, ingevoegd door de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd door de wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, gewijzigd door de wet van 15 mei 2006 en de wet van 13 juni 2006, inzonderheid op artikel 37, § 3;

Gelet op de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, inzonderheid op de artikelen 7, 7° en 65, tweede lid;

Gelet op de decreten van de Vlaamse Gemeenschap inzake bijzondere jeugdbijstand, gecoördineerd op 4 april 1990, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1990, 19 december 1991, 25 juni 1992, 4 mei 1994, 15 juli 1997 en 7 mei 2004;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 1998, 6 april 1998, 30 juni 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001, 31 maart 2004, 12 mei 2004 en 19 mei 2004;

Gelet op het decreet van het Waals Gewest van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 20 maart 1995 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 4 maart 1996, 20 mei 1997, 23 oktober 2000, 3 februari 2003 en 1 maart 2004;

Overwegende dat een samenwerking tussen de verschillende bevoegde overheden noodzakelijk is om de inwerkingtreding te organiseren van artikel 7, 7° van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben

gepleegd, dat meerdere wijzigingen aanbrengt in artikel 37, § 3 van de hervormde wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

Tussen :

1. De Federale Staat, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Laurette Onkelinx, minister van Justitie,

2. De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Yves Leterme, minister-president, en in de persoon van Inge Vervotte, Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

3. De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Marie Arena, minister-president, en in de persoon van Catherine Fonck, minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

4. Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Elio Di Rupo, minister-president, en in de persoon van Christiane Vienne, minister van Volksgezondheid, Sociale Actie en Gelijkheid van Kansen,

5. De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van Karl-Heinz Lambertz, minister-president, en in de persoon van Bernd Gentges, vice-minister-president, minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,

6. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van Charles Picqué, voorzitter van het Verenigd College, in de persoon van Pascal Smet, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt, en in de persoon van Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting, en Buitenlandse Betrekkingen,

is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De inwerkingtreding van artikel 7, 7°, a), b), c), e) en g) van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, behoeft geen verdere afspraken tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen inzake de modaliteiten van financiering.

Art. 2. Alvorens artikel 7, 7°, d) en f) van dezelfde wet in werking kan treden, zullen de ondertekenende partijen een samenwerkingsakkoord sluiten dat onder meer een regeling tot financiering van deze bepalingen door de federale Staat zal bevatten.

Art. 3. Dit samenwerkingsakkoord wordt volledig in de drie nationale talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit samenwerkingsakkoord wordt van kracht op dezelfde dag als artikel 7, 7°, a), b), c), e) en g) van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Gedaan te Brussel op 13 december 2006 in 6 originele exemplaren in de Nederlandse en de Franse taal.

Er wordt een vertaling naar het Duits van dit akkoord opgesteld.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President,  
Y. LETERME

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
Mevr. I. VERVOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Aangelegenheden en Gelijke Kansen,  
Mevr. C. VIENNE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-president,  
Minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,  
B. GENTGES

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,  
Ch. PICQUE

Het Lid van het Verenigd College  
dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt,  
P. SMET

Het Lid van het Verenigd College  
dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK